TRIBUNE

**Le gouvernement refuse de nous écouter : faisons-nous entendre le 26 janvier !**

Le 7 janvier, Castex avait plus de mots pour parler des remontées mécaniques que pour de nous. Pourtant la situation est plus que critique : aujourd’hui, des étudiant·e·s décrochent, sautent des repas, cumulent les dettes, dépriment, meurent.

Le gouvernement est directement responsable de cette situation.

Si nous ne pouvons revenir en présentiel dans des conditions sanitaires adéquates à l’université, c’est tout d’abord à cause d’une politique de sous-financement chronique dont le gouvernement est responsable. D’ailleurs, la précarité étudiante n’est pas une nouveauté. L’année dernière, à la suite de l’immolation d’un étudiant devant le Crous de Lyon, plusieurs revendications avaient été soumises. Si elles avaient été mises en place, elles auraient pu, en grande partie, éviter la situation actuelle.

Les 14 et 15 janvier derniers, le Gouvernement a confirmé son inaction.

Après de nombreuses lettres, tribunes et pétitions ayant recueilli plus 33 000 signatures à leur intention, nous attendions qu’ils prennent des mesures concernant la précarité, la santé mentale et nos conditions d’études. Mais leurs décisions ne sont qu'inappropriées et leurs arguments infantilisants.

**Des conditions d'études indignes**

Environ un quart des étudiant·e·s n’ont pas les outils pour suivre les enseignements à distance, dans des logements parfois insalubres. De fait, on estime qu’au moins un étudiant ou étudiante sur cinq a décroché.

Le retour au présentiel pour les L1 en demi-groupe va dans le bon sens mais est insuffisant.

Nous ne sommes plus dans une situation où l’on peut se permettre de désigner une minorité de *« plus fragiles »* alors que la détresse est massive.

Depuis fin août, à la Rochelle, en Nouvelle-Calédonie, à Toulouse, à Montpellier, à Nice, en Savoie, à Grenoble ou encore à Brest, Paris et Lyon, les tentatives de suicides et les suicides se sont multipliés, tous sur, ou à proximité de lieux d’études. Malheureusement, cette liste n’est pas exhaustive.

Il y a urgence à permettre à l’ensemble des étudiant·e·s qui le souhaitent de pouvoir revenir assister à leurs cours en présentiel.

L’université Paul-Valéry à Montpellier donne un bon exemple de ce que nous proposons de mettre en place, en permettant à l’ensemble des étudiant·e·s de revenir effectuer leurs cours sur site et en demi-groupe, quelle que soit leur année d’étude et sur la base du volontariat. Pour cela il faut mettre en place les conditions sanitaires nécessaires. Les étudiant·e·s doivent avoir accès à du gel hydroalcoolique et à des masques gratuitement, le dépistage massif dans les universités doit être organisé, des personnel·le·s enseignant·e·s, administratifs et en service de santé universitaires doivent être recruté·e·s massivement et les contractuel·le·s titularisé·e·s, les locaux doivent être aménagés, construits et équipés, les salles vides dans les villes doivent être réquisitionnées.

**Une précarité étudiante en pleine explosion**

Un grand nombre d'étudiant·e·s ont vu diminuer leurs revenus et/ou s'aggraver leurs difficultés financières.

Pour preuve, les queues aux distributions alimentaires, où nous avons vu bon nombre d’étudiant·e·s. Hélas, la réponse n’a pas été à la hauteur. Les aides qui ont été annoncées depuis décembre sont des aides ponctuelles qui ne traitent pas des problèmes de fond. De plus, elles excluent une grande partie des étudiant·e·s puisque les étudiant·e·s non-boursier·e·s ou étranger·e·s n’ont reçu aucune aide.

Il faut des mesures d'urgence comme l'extension à l’ensemble des étudiant·e·s de la possibilité de manger au Crous à 1€ ou encore l’accès aux étudiant·e·s étranger·e·s à de nouvelles aides d’urgences.

Mais face à la précarité, il faudra surtout des réponses structurelles.

Cette crise sanitaire montre encore à quel point notre système de bourse est défaillant. Une réforme a été annoncée à long terme. Elle ne peut pas attendre et doit permettre une revalorisation des montants et un accès au plus grand nombre y compris aux étudiant·e·s étranger·e·s. Il est nécessaire aussi d’ouvrir dès aujourd’hui le RSA aux moins de 25 ans et ainsi garantir un filet de sécurité pour l’ensemble de notre jeunesse.

**Notre santé mentale dégradée**

Un certain nombre d’étudiant·e·s sont en dépression, à cause de l’isolement, du manque d’interactions, des difficultés quotidiennes… Là encore, cette détresse n’est pas nouvelle : avant le confinement, le suicide était déjà la deuxième cause de décès chez les étudiant·e·s.

Avec la crise sanitaire, la situation s’est indéniablement aggravée : 7 étudiant·e·s sur 10 sont inquiet·e·s pour leur santé mentale. Allons-nous vraiment rester les bras ballants, à compter nos mort·e·s, dans le même attentisme coupable que nous connaissons depuis des mois ?

Il a été annoncé que des postes d’assistant·e·s social·e·s et de psychologues allaient être créés dans les services de santé universitaire. [Cela reste largement insuffisant](https://www.mediapart.fr/journal/france/140121/ecole-les-assistants-sociaux-sont-submerges)puisque nous sommes aujourd’hui à un poste d’assistant·e social·e pour 50 000 étudiant·e·s et 1 psychologue pour 30 000 étudiant·e·s. Le recrutement massif d’assistant·e·s social·es est indispensable tout comme l’augmentation du nombre de psychologues dans les centres de santé. La création de chèques santé est une première victoire mais ne suffira pas à améliorer la situation, déjà alarmante.

C’est pourquoi la possibilité pour toutes et tous de revenir à l'université est essentielle pour recréer du lien social et lutter contre le mal-être.

**L’heure n’est plus aux « pensées », elle est à l'action**

Combien de mort·e·s faut-il pour que le gouvernement réagisse et investisse enfin ? À ce stade, ce n’est même plus une question de courage, mais une question de décence : celle de mettre en place une action d’ampleur.

Malgré les nombreuses interpellations ces dernières semaines, le gouvernement continue de se réfugier dans la communication plutôt que dans de véritables actions publiques et politiques.

Nous ne voulons pas être infantilisé·e·s comme quand on nous explique que le problème vient des *« étudiants qui prennent des bonbons qui traînent sur la table »*. Nous ne voulons pas qu’Emmanuel Macron nous explique *« qu’avoir 20 ans, c’est dur »* ou*« qu’il va encore falloir tenir »*. Nous voulons qu’il agisse pour sauver nos études, notre avenir et nos vies.

En conséquence, nous, collectifs, associations, syndicats d’étudiant·e·s, nous appelons tou·te·s les étudiant·e·s à prendre part aux actions organisées ces prochains jours et à se faire entendre en se mobilisant massivement le mardi 26 janvier partout en France.

**Signataires :**

L'Alternative ESR

Derniers Déconfinés

Génération Covid

Fédération Syndicale Étudiante

Maison Des Solidarités Étudiantes

Jeunesses Syndicalistes

Assemblée Étudiante Marne-La-Vallée

Association Générale des Étudiant·e·s de Paris-Sorbonne

Agora (Versailles St-Quentin-en-Yvelines)

Assas In Progress

Assas.net

Association des étudiants en master et doctorats de Montpellier

Assos'Actions (Lorient Vannes)

Bureau d'Aide à l'Étudiant·e (Caen)

Collectif de Solidarité Étudiante (Lyon)

Communauté des Terres de l'Est (Mulhouse)

Écharde (ENS Lyon)

Étudiants Progressistes de Toulouse

Génération Humaniste (Cergy-Pontoise)

On est là ! (Science Po Bordeaux)

OSE-CGT

Pour une Alternative Universitaire Solidaire et Écologiste (Limoges)

Rage Up (Perpignan)

RER-A (école d'architecture Grenoble)

Syndicat de Combat Universitaire de Montpellier

Une Alternative pour l'UBO (Brest)

Union des Étudiant·e·s Bretons

Union des Étudiant·e·s Communistes de Toulouse

Union des Étudiant·e·s de Grenoble

Union des Étudiant·e·s de Toulouse

Union des Étudiant·e·s des Yvelines

Union Pirate Rennes 2

Union Pirate Rennes 1

Union Syndicale Science Po Grenoble